LE JOURNAL DE L'UNION DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES | UJR-FR.ORG | N°10 | Septembre 2021 | UJR

LE FIL ROUGE

prix libre

SOMMAIRE

>> Page 2-3 : Actualité - Le revenu d'engagement, pass sanitaire et témoignages des jeunes précaires.
>> Page 4-5 : International - Burkina Faso, Philippines et Amérique Latine.
>> Page 6 : Retour sur le 9ème camp de l'UJR.

C'EST LA RENTRÉE !

Certains d'entre nous ont pu profiter de l'été pour respirer un peu, bouger, se détendre, sortir de l'isolement et de la situation oppressante de ces derniers mois... Mais après les galères du confinement et alors que tout augmente, beaucoup d'entre nous ont aussi dû travailler tout l'été.

Dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités, cette nouvelle année s'annonce à l'image de la précédente. Des millions ont été dépensés pour des tests salivaires, des autotests PCR, des formations à l'enseignement à distance... Quelques jeunes en CDD ont parfois été recrutés. Mais la situation est toujours aussi chaotique. Aucun moyen durable n'a été donné pour embaucher du personnel, ouvrir et rénover des salles de cours et des amphis, les équiper de filtres à air... Les décrochages se sont multipliés, la sélection s'est accrue et les inégalités sociales au sein de la jeunesse se sont encore creusées.

Côté logement, on dit que tout va bien pour les étudiants. Le gouvernement se vante de les avoir épargnés dans la réforme des APL qui serait sans incidence pour eux... Sauf, qu'avec les retards monstrueux de la CAF, ils ne sont pas près de toucher leur aide au logement ! Et pour tous les autres, les moins de 25 ans qui ne sont pas en études, c'est-à-dire un jeune sur deux, c'est la double peine. Celle d'une baisse importante des APL depuis janvier 2021 et des allocations chômage à compter du 1er octobre.

Pas de souci, nous dit le gouvernement, la page est tournée, la machine économique repart, le chômage se résorbe, notamment pour les jeunes. C'est vrai que le nombre d'embauches a augmenté ces derniers mois, mais la plupart des contrats sont des contrats courts, précaires et mal payés.

Quelques petits gestes ponctuels avaient été concédés au printemps 2020, distribués au plus fort de la crise sanitaire par le Crous aux étudiants et par la CAF aux jeunes travailleurs bénéficiaires d'une aide au logement. Aujourd'hui, nos ministres sifflent la fin de la partie. L'heure n'est plus au « quoi qu'il en coûte » annoncé par Macron lors du premier confinement. Elle est à présenter la note de la crise aux couches populaires et la jeunesse va encore en payer le prix fort !

Quand il ne peut plus cacher ses incohérences et ses errements dans la gestion de la pandémie, le mouvement se rabat sur les accusations : hier c'était soi-disant la faute des jeunes si le virus se propageait si vite, aujourd'hui ce serait celles des soignants qui refusent de se vacciner. La seule chose qui ne varie pas depuis le début de la crise sanitaire, c'est le contrôle systématique de la population et les mécanismes de flicage qui sont encore montés d'un cran. Comme nous l'avons mentionné dans notre dernier communiqué : « Nous sommes pour la vaccination parce que c'est le seul moyen scientifique aujourd'hui pour endiguer la pandémie, mais nous refusons que le pass sanitaire soit utilisé pour contrôler et surveiller la population et les travailleurs. ». Nous refusons, en particulier, que le pass sanitaire participe à l'exclusion scolaire ou aux restrictions d'accès aux bibliothèques et aux lieux culturels.

Au niveau international, cette rentrée est marquée par le retrait de l'Afghanistan des troupes de l'impérialisme américain. 20 ans de présence n'y ont généré que guerre et misère pour le peuple afghan. Cela montre encore une fois la réalité de l'impérialisme qui n'intervient jamais pour les intérêts des peuples mais toujours uniquement pour ses propres intérêts cupides. Beaucoup de jeunes Afghans sont aujourd'hui contraints de fuir leur pays. Nous exigeons pour eux le respect du droit d'asile.

La présence de l'impérialisme français en Afrique depuis des décennies est un autre exemple des ravages que l'impérialisme peut causer aux peuples sous prétexte du « combat contre le terrorisme », de « l'instauration de régimes démocratiques », ou de « l'émancipation des femmes » etc. Solidaire de la jeunesse anti-impérialiste et révolutionnaire de ces pays, l'UJR revendique avec force et détermination le retrait immédiat des troupes françaises du Mali et de la région du Sahel. Nous sommes signataires de la campagne initiée par les camarades de l'ODJ et de l'AEBF pour la solidarité avec les victimes des attentats terroristes perpétrés au Burkina Faso sous les yeux de l'armée française et pour faire connaitre la lutte des peuples dans la région pour leur émancipation.

Plusieurs mobilisations s'annoncent dans les prochains jours. Nous appelons tous les jeunes révoltés contre ce système à y participer. Notamment, le 5 octobre dans les manifestations appelées par les syndicats de travailleurs et les organisations lycéennes et étudiantes. Ni chair à patrons, ni chair à canon ! Nous voulons des salaires, des bourses, des allocations qui nous permettent de vivre décemment, d'étudier, de nous loger.

LE « REVENU D'ENGAGEMENT », UNE FAUSSE RÉPONSE À LA PRÉCARITÉ DE LA JEUNESSE

Le gouvernement, qui s'obstine à refuser le RSA aux moins de 25 ans qui ont décroché des études et qui ne trouvent pas de travail, annonce la prochaine mise en place d'un « revenu d'engagement ». Brandi comme une réponse à la précarité des jeunes, cette mesure présentée par Emmanuel Macron le 9 juillet dernier, concernera 200 000 des 16-25 ans qui n'ont ni emploi ni formation. Un dispositif, pour le moment encore flou, qui exclut d'emblée les étudiants et les jeunes travailleurs précaires pourtant massivement touchés par la pauvreté et fragilisés par la crise sanitaire.

Pourtant, les chiffres recueillis par l'Observatoire des inégalités dans son « Rapport sur la pauvreté en France » (novembre 2020) font état de la paupérisation de la jeunesse : 22 % des 18-24 ans vivaient en dessous du seuil de pauvreté l'année dernière et, de 2002 à 2018, leur taux de pauvreté avait augmenté de 8 à 12 %. Plus significatif encore, les jeunes entre 18 et 24 ans percevaient, en moyenne en 2014, 770 € de revenu en combinant les aides financières publiques, le soutien financier régulier de leurs parents et leur revenu de travail. Il ne fait pas de doute que le nombre de jeunes touchés par la pauvreté a augmenté avec l'aggravation du contexte économique par la crise sanitaire. Si les jeunes sont touchés de plein fouet par la précarité c'est, comme le précise Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, parce que les 18-24 constituent « la principale faille de notre système social » en ce qu'ils sont exclus des minimas sociaux et notamment du RSA.

Le revenu d'engagement annoncé par Emmanuel Macron est une peau de chagrin, il nous gave de slogans comme « un jeune une solution » : nous ne voulons pas de ces solutions que sont l'exploitation, la précarité et la vie au rabais.

OUI À LA VACCINATION, NON À L'OBLIGATION VACCINAL !

A la suite des annonces d'Emmanuel Macron le 12 juillet dernier, le projet de loi sanitaire est entré en application sur tout le territoire, partiellement à partir du 21 juillet, puis entièrement dès le 9 août, après avoir été presque entièrement validé par le Conseil Constitutionnel. Ce projet de loi « sanitaire » consiste notamment en la mise en place du pass sanitaire qui impose de facto l'obligation vaccinale à l'ensemble de la population, notamment la plus fragile et la plus exploitée, sous peine de ne plus pouvoir avoir accès aux lieux de culture et de loisirs, mais également à certains transports en communs, aux hôpitaux, aux centres commerciaux... c'est à dire aux secteurs, à la fois essentiels pour la population, mais également qui ont grandement soufferts de la gestion chaotique de la crise sanitaire par le gouvernement.

Plus grave encore sont les récentes annonces de certains ministres de Macron, telle que celle de Blanquer, Ministre de l'éducation nationale, qui a déclaré que, en cas de contamination d'un élève par le virus en classe de collège ou de lycée, les élèves non-vaccinés seraient «évincés» de la classe, montrant le mépris du ministre envers les élèves, leurs familles et leurs enseignants.

De même, nous condamnons le motif de licenciement vaccinal instauré par cette loi, qui menace les travailleurs, et surtout les travailleuses, puisque cela touche des secteurs très féminisés et parmi les plus exploités et précarisés tel que la santé, l'entretien, la vente, les grandes surfaces... La ministre du travail Elisabeth Borne a d'ailleurs confirmé, à terme, la généralisation du licenciement vaccinal en déclarant « Il ne faut pas laisser croire aux salariés qu'il ne peut pas y avoir de licenciement ». Tout est dit !

En tant qu'organisation de jeunes révolutionnaires, nous dénonçons les tentatives de divisions que le gouvernement essaie d'instaurer au sein des couches populaires entre vaccinés et non-vaccinés. Nous dénonçons également le fait que les soignants qui sont réfractaires à la vaccination soient pointés du doigt et accusés d'être responsables de la situation. Ces travailleurs et travailleuses ont combattu et continuent toujours à combattre le virus au péril de leur vie malgré les moyens dérisoires dont ils disposaient, notamment pendant la première vague.

Nous sommes pour la vaccination parce que c'est le seul moyen scientifique aujourd'hui pour endiguer la pandémie, mais nous refusons que le pass sanitaire soit utilisé pour contrôler et surveiller la population et les travailleurs. Nous sommes pour que les vaccins et les test PCR restent gratuits et qu'ils soient payés par les grands monopoles pharmaceutiques et non pas par la sécurité sociale, pour la levée des brevets des vaccins pour que les peuples dominés par les forces impérialistes puissent également profiter des vaccins.

Nous soutenons les forces progressistes qui dénoncent et qui se mobilisent contre l'obligation vaccinale et contre le pass sanitaire en se basant sur des critères progressistes clairs et nous combattons les idées réactionnaires et complotistes qui traversent ce mouvement.

OUI À LA VACCINATION, NON À L'OBLIGATION VACCINALE !
NON À LA DIVISION DES TRAVAILLEURS ET DES MASSES POPULAIRES !
NON AU LICENCIEMENT VACCINAL !

TÉMOIGNAGES DE JEUNES OUVRIERS ET CHÔMEURS

FRED, OUVRIER ET ENTREPRENEUR DANS LE SECTEUR DE LA DÉMOLITION

J'ai 35 ans et ma micro-entreprise compte 3 ouvriers en CDI, dont moi. Je réponds à des appels d'offre dans le secteur de la démolition de grands groupes industriels français. Je suis donc amené à travailler sur leurs chantiers soit comme technicien terrain, soit comme chef de chantier. Les gestes barrières sont impossibles à respecter. Sur mon chantier chez un grand groupe automobile, la seule chose qui est vraiment respectée, c'est le port du masque. Et encore, quand je dis respecté, ils sont plus sous le nez que sur le nez. On travaille dans des environnements trop durs. Aujourd'hui, sur le chantier, il faisait 42 degrés. L'ouvrier qui travaille au chalumeau travaille, lui, entre 50 et 55 degrés. Il ne peut pas respirer dans son masque. De plus, les trois quarts des hommes qui travaillent en démolition comme ouvriers ont des problèmes respiratoires parce qu'on respire énormément de produits toxiques. Avec le masque, ce n'est pas tenable. C'est comme les distanciations sociales, ça n'existe pas. Idem pour le gel hydroalcoolique.

La sécurité des ouvriers n'est pas respectée

Je travaille souvent avec des entreprises industrielles qui n'ont pas trop intérêt à ce que la sécurité sanitaire soit appliquée trop durement entre leurs murs. Les grandes entreprises vont toujours dire :« On préfère que vous alliez doucement tant qu'il n'y a pas de blessés ». Mais la réalité n'est pas là. Ils préfèrent qu'on aille vite pour qu'on parte vite. Et ainsi, ils ont moins de chance d'être contrôlés sur les questions de sécurité. Les méthodes de sécurité qu'on devrait appliquer sont impossibles. Il faut aller trop vite. Les grands groupes t'embêtent parce que la mise en place des mesures de sécurité leur coûte de l'argent. Et donc moins il y en a, plus c'est rentable pour eux. C'est un cercle vicieux.

Je vous donne un autre exemple, dernièrement j'ai travaillé dans une usine de traitement des produits chimiques. Le protocole qui devait garantir notre sécurité n'a pas été respecté : les tuyaux que nous avons coupés auraient dû être nettoyé au préalable. En réalité, ce n'était pas le cas. Quand nous les avons coupés au chalumeau, les tuyaux remplis de produits chimiques sont tombés de 15 mètres de haut. Ils étaient chargés de plusieurs centaines de kilos de poudre qui se sont répandus dans la pièce. Après ça, nous avions les voies nasales totalement bloquées par les produits respirés toute la journée. Le soir, mon collègue et moi avons été pris de vomissements noirs. Le lendemain, il n'y a pas eu de visite médicale, pas le temps, il fallait aller travailler. Il y a plein de choses comme ça où tu te poses plus la question. Tu es là pour charbonner, tu charbonnes. Tant que tu tiens debout, c'est que c'est bon.

TÉMOIGNAGE DE RAPHAËL, JEUNE CHÔMEUR DE 32 ANS :

Vers 24-25 ans, je suis devenu chômeur. En effet, lorsque j'ai terminé mes études de journalisme, je n'ai pas pu trouver un travail dans ma branche, il n'y a pas 400 postes de journalistes pour 400 diplômés. De plus, quand j'ai vu la somme des contraintes, les difficultés pour avoir un CDI, et surtout l'auto-censure des journalistes, je me suis détourné du journalisme professionnel. Par la suite, j'ai alterné entre les petits boulots précaires et Pôle Emploi. Il s'est passé des années entre la fin de mes études de journalisme et mes premières indemnisations pôle emploi. J'ai multiplié les petits boulots, arbitrer des matchs de basket, travailler en intérim, jouer dans quelques concerts à la guitare, vendeur des élastiques pour briquet, en tant que en pigiste durant deux ans ...

Dans ces périodes d'alternance entre travail et chômage, je n'ai pas toujours déclenché des droits au chômage à cause des contrats de travail trop courts.

Lorsque l'on est chômeur ou précaire, administrativement, c'est compliqué de s'en sortir avec l'extrême multiplication des situations différentes. Il y a un vrai décalage entre ce que voudrait la société des précaires et ce qu'ils vivent concrètement. Souvent, quand on veut un logement, un prêt, etc. on vous demande un CDI, ce qui est vraiment problématique aujourd'hui, et ce, pour de nombreuses catégories de travailleurs, comme les intermittents du spectacle par exemple. Quand on est chômeur, il y a vraiment une question humiliante, c'est «c'est quoi ton métier ?», un chômeur ne répond jamais qu'il est chômeur, il dira toujours autre chose. En outre, ce qui est très dur dans la recherche d'emploi, c'est la non-réponse, la plupart des employeurs ne répondent même pas, c'est démoralisant.

Sur l'engagement politique

A cause de mes expériences, je me suis dit qu'il fallait se bouger politiquement, transformer l'aigreur personnelle en énergie collective, et à ce moment là le mouvement des gilets jaunes a démarré. En mai 2019 j'ai signé un CDD pour travailler dans un restaurant. En janvier 2020, j'ai fait une rupture conventionnelle de contrat avec mon employeur pour m'investir dans une liste citoyenne de gauche radicale pour les élections municipales. Aujourd'hui, je suis fier d'être le seul chômeur à être élu à la mairie, on est très peu représentés politiquement alors qu'on est des millions. Depuis, je continue à faire parfois des petits concerts, mais je suis toujours au chômage. Mes indemnités chômages sautant en janvier, il faut que je retrouve un travail d'ici là.

La réforme assurance-chômage

Pour la réforme de l'assurance-chômage, je ne suis même pas étonné qu'elle serve à diminuer les indemnités chômage. Cette réforme va énormément pénaliser les gens qui travaillent en saison, car les indemnités chômage seront calculées sur un nombre d'heures de travail que tu es supposé effectuer, plutôt que juste sur le nombre d'heure de travail effectuées. Sur cet aspect, le conseil d'État doit statuer, car il est illégal de constituer des indemnités sur un salaire fictif. Le calcul de mes indemnités ayant déjà été fait, la réforme ne n'impactera pas, mais elle n'impactera à l'avenir pour de futures indemnités, même s'il est difficile de savoir dans quelle mesure car il est vraiment compliqué de savoir comment, précisément, est fait le calcul de tes indemnités, de connaître les facteurs qui expliquent le résultat du calcul.

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE BURKINABÈ

Le Burkina Faso, comme les autres pays de la région du Sahel, subit actuellement une situation chaotique et complexe marquée par la multiplication des attentats terroristes sous la présence des forces impérialistes et la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19.

Lors des élections présidentielles du 22 novembre 2020, alors qu'un tiers du pays était sous contrôle des terroristes et que la pandémie du Covid-19 continuait à faire ravages dans la population, le gouvernement a tenu à tout prix à organiser des élections pour renforcer son pouvoir. La campagne électorale a été marquée par deux points : d'un côté la politique de « réconciliation nationale » qui vise à étouffer l'esprit de l'insurrection populaire de 2014 et le processus révolutionnaire, et de l'autre, la lutte contre le terrorisme et les questions sécuritaires.

Malgré toutes les manœuvres faites pour liquider tout esprit révolutionnaire du peuple burkinabè, les forces révolutionnaires ont organisé une campagne d'abstention massive pour dénoncer la corruption du gouvernement et pour monter le vrai but de ces élections. Effectivement, seul un tiers des inscrits sur les listes électorales a voté.

Pendant ce temps où le gouvernement affirmait maîtriser le conflit avec les djihadistes et où il s'apprêtait à organiser les élections, les actes terroristes n'ont cessé de se succéder. L'un des derniers attentats a eu lieu dans la région du Yagha la nuit du 4 au 5 juin en plein couvre-feu, pendant lequel les FDS (Forces de Défense et Sécurité) devaient assurer la protection de la région. En plus, peu de temps avant, le ministre de la défense s'était rendu sur place pour déclarer que la région était complètement sécurisée. L'attentat a commencé vers deux heures du matin et s'est prolongé pendant plus de quatre heures. On compte plus de 132 personnes mortes et blessées de tous les âges, parmi lesquelles des camarades de la section de l'ODJ-Solhan. Les habitants de Solhan ont été laissés à leur merci sans aucune réaction de la part des Forces de sécurité (FDS) qui siégeaient à moins de 15Km de la zone des attentats. L'inaction du gouvernement et le manque de riposte des FDS ont suscité l'indignation de la population qui réclame des explications et l'ouverture d'une commission d'enquête indépendante. Aucune information de la part du gouvernement n'a été communiquée à part le fait qu'un terroriste a été arrêté quelques jours avant l'attentat avant d'être relaxé.

Face à cette situation les organisations révolutionnaires se mobilisent: afin d'apporter une solidarité concrète avec les victimes des attentats l'ODJ France (Organisation Démocratique de la Jeunesse section France) et l'AEBF (Association des Étudiants Burkinabè en France) ont lancé une campagne de solidarité avec le peuple burkinabè, du 12 Juillet au 30 novembre. Les camarades Burkinabè précisent que loin d'être une simple campagne humanitaire, c'est avant tout un acte politique de solidarité qui vise également à faire connaître la situation au Burkina Faso en France pour dénoncer l'impérialisme français et ses alliés dans la région. L'impérialisme français étant en difficulté au Mali et au Sahel, il retire une partie de ses troupes, tout en restant malgré tout fortement présent sur ces territoires à travers l'opération Tabuka qui remplace l'ancienne opération Barkhane.

L'UJR est signataire de cette campagne qui s'inscrit dans la politique de dénonciation de l'impérialisme français avec l'exigence de retrait des troupes françaises du Sahel. Des actions concrètes entre l'UJR, l'ODJ et l'AEBF seront prévues très prochainement dans le cadre de cette campagne. Un communiqué signé par les trois organisations a été réalisé pendant le camp d'été de lUJR. Nous le publions

COMMUNIQUÉ DE L'UJR-ODJ-AEBF

Au Burkina Faso, début juin, le massacre de Solhan a coûté la vie à plus de 130 personnes. Cette nouvelle tuerie complète un terrible bilan (plus de 2 300 morts, 1,3 millions de déplacés – en majorité des femmes et des enfants, des centaines de milliers de personnes privés de soins, d'enfants sans écoles…). A cela s'ajoutent les assassinats ciblés de militants.

Tout cela se produit alors que de l'armée française est présente massivement dans la zone depuis 2013. Cette guerre soi-disant menée pour « éradiquer le terrorisme » n'a pas empêché celui-ci de se répandre dans tous les pays de la région du Sahel, notamment au Mali, au Burkina-Faso et au Niger avec de nombreuses victimes, des centaines de milliers de déplacés et un véritable chaos économique et social.

Le peuple burkinabé dénonce l'incapacité des autorités à assurer sa sécurité. Les manifestations se multiplient : à Kaya, à Dori, Solenzo, Banfora, dans le Lorum, dans l'Est où la population s'organise face à l'incurie de l'Etat, mais aussi dans tout le pays où les organisations démocratiques, anti impérialistes et progressistes se mobilisent pour organiser la solidarité. Comme tous les peuples de la région, il dénonce l'occupation militaire française, le soutien que l'armée française apporte aux régimes réactionnaires de la région détestés et exige son départ.

Macron a annoncé la fin de Barkhane, mais cela ne signifie pas le retrait des forces françaises. Entre 2 000 et 3 000 soldats vont rester sur place dans le cadre de forces spéciales françaises, en lien avec les forces spéciales du dispositif européen Tabuka.

Avec les forces démocratiques et révolutionnaires burkinabè, avec les peuples de la région du Mali, du Burkina, du Niger, du Tchad ... nous, jeunes anti-impérialistes et révolutionnaires, disons :

- ★ **Non aux attaques terroristes et aux assassinats ciblés et de masse.**
- ★ **Ni Barkhane, ni Tabuka, Armée française hors du Mali et du Sahel.**
- ★ **Soutien actif aux luttes populaires qui se développent dans la région du Sahel.**

Amérique latine : Colombie, Equateur et Cuba

DES LUTTES POPULAIRES A TRAVERS LE CONTINENT

Un militant de l'UJR est intervenu pendant le camp d'été pour nous présenter la situation de quelques pays d'Amérique Latine où des mouvements populaires ont émergé dans cette dernière période. Nous publions ici une synthèse des éléments présentés.

En **COLOMBIE**, le gouvernement réagit aux revendications du mouvement populaire par une répression massive. Il y a eu plus de 600 disparitions de manifestants depuis le début de ce mouvement, le gouvernement colombien étant honteusement soutenu par l'impérialisme US, de nombreux bases militaires US sont installés sur le territoire colombien.

C'est en **ÉQUATEUR** que le mouvement de contestation est le plus puissant. En effet, le peuple équatorien a longtemps souffert des politiques réactionnaires de Rafael Correa et de Lenín Moreno qui, tout en se disant de gauche, ont mené une politique au service exclusif des monopoles et de l'impérialisme US. Cette fois, c'est une droite particulièrement dure qui a été récemment élue avec le banquier Guillermo Lasso, après avoir frauduleusement et illégalement écarté du second tour de l'élection présidentielle équatorienne le candidat des forces populaires et de gauche Yaku Pérez. Lasso a usurpé sa place à ce second tour, lui permettant d'y participer et de remporter anti démocratiquement l'élection. Avec Lasso, tout comme avec Correa et Moreno, la répression envers les forces populaires et de gauche est de mise, mais celles-ci continuent cependant de se mobiliser et de faire valoir leurs revendications.

A **CUBA**, les récents troubles civils orchestrés par les forces réactionnaires et contre-révolutionnaires peuvent s'expliquer, comme dans de nombreux autres cas de pays victimes des offensives des forces impérialistes, par le blocus économique qui touche Cuba depuis la révolution. Un blocus imposé par l'impérialisme américain et auquel le peuple cubain a résisté de façon héroïque. Les forces impérialistes se sont appuyées sur une réalité matérielle objective comme la pénurie des denrées alimentaires et des médicaments, les coupures d'électricité, etc. Cette réalité s'est aggravée avec la crise sanitaire. Le gouvernement cubain a sa part de responsabilité dans cette situation notamment parce qu'il ne va pas jusqu'au bout dans la question de la rupture avec le système. L'histoire nous apprend que si la rupture avec l'ancienne logique n'est pas totale, on finit par être broyé par les rouages de l'ancien système. La situation actuelle représente un défi pour les forces populaires et révolutionnaires du pays qui doivent faire face aux ingérences impérialistes, comme elles l'ont toujours fait, pour rompre totalement avec la logique capitaliste et impérialiste.

L'UJR est solidaire des luttes des peuples et de la jeunesse en Amériques Latine pour son émancipation et pour un changement radical de la société. C'est aussi le sens de notre lutte, ici en France.

Philippines

TÉMOIGNAGE D'UNE AMIE DE L'UJR

« Les Philippines sont un pays riche mais la population souffre, c'est la première chose que l'on apprend quand on parle de la situation du pays. Avec plus de 300 ans sous domination coloniale, les richesses du pays ont été pillées et continuent à l'être sous la domination de l'impérialisme américain et ses alliés. Je voudrais témoigner de la situation du peuple philippin et notamment des femmes philippines depuis que Rodrigue Duterte, un macho-fasciste, est devenu le président de pays.
Même pendant sa campagne présidentielle, Rodrigue Duterte traitait les femmes comme des objets en leur ordonnant de s'asseoir sur ses genoux ou en les embrassant sans leur consentement. Depuis son mandat, il a lancé une campagne contre la drogue, qui a tué plus de 27 000 personnes, dont au moins 200 enfants et mineurs, selon « Human Rights Watch ». Des corps ont été jetés sur une autoroute. Cette situation a laissé des séquelles traumatiques aux mères, aux sœurs et aux familles des victimes.
Les policiers ont souvent dit qu'ils se sont défendus, puis ont placé des armes et de la drogue à côté des corps de victimes en ajoutant une pancarte disant «ne soyez pas comme moi, je suis un dealer». Le plus jeune des victimes était Myca, une fille de 3 ans, la police a déclaré que c'était un « dommage collatéral » !
Les familles endeuillées sont souvent harcelées par la police, des membres de la même famille sont parfois tués des mois plus tard. Tous ces massacres se sont produits dans des bidonvilles. C'est une guerre contre les pauvres, pas une guerre contre la drogue !
En 2018, Duterte a ordonné aux militaires de tirer sur les organes génitaux des femmes révolutionnaires. Lors du premier confinement, l'année dernière, les femmes ont été harcelées sexuellement aux points de contrôle et elles étaient obligées d'avoir des relations sexuelles pour obtenir un laissez-passer. Les cas d'abus sexuels d'enfants en ligne ont triplé aux Philippines, où le verrouillage alimente le trafic de cybersexe. C'est une situation très compliquée surtout que le confinement empêche les enfants de contacter leurs enseignants ou une personne proche pour parler des abus.
En juin dernier, il y a eu un massacre à Lianga, sud des Philippines où les militaires ont tué trois personnes du groupe Lumad, un groupe indigène. Les organes génitaux des deux femmes victimes, Angel et Lenie, auraient également été brisés, « laissant craindre que les soldats les aient violées avant de les tuer ». Angel avait 12 ans.

Malgré cette situation catastrophique, la résistance de peuple Philippin n'a pas cessé de se développer et notamment les partis et les organisations progressistes. Duterte a poussé de nombreuses personnes non-politisées à condamner les violations flagrantes des Droits de l'Homme et à rejoindre des groupes pour un véritable changement social. Les gens se battent dans les rues, protestent en ligne, créent de l'art progressiste pour évincer le président de la République. Ce sont surtout les femmes qui décident de prendre les armes et de rejoindre la révolution armée. La souffrance alimente le désir du peuple pour une révolution, et les Philippins sont prêts ! »

9e camp d'été de l'UJR en Alsace

UN CAMP DE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET INTERNATIONALISTES

Du 14 au 18 juillet s'est tenu le 9ème camp d'été de l'UJR, un évènement marquant dans l'histoire de notre organisation qui fêtera en février prochain ses 10 ans d'existence.
Ce camp a rassemblé nos militants et sympathisants de plusieurs régions prêts à se retrouver, à échanger, se préparer et reprendre de l'énergie pour l'année à venir qui s'annonce chargée en luttes !

LE PREMIER JOUR, nous avons consacré la matinée à une discussion autour des 150 ans de la Commune de Paris. En tant qu'organisation de jeunes révolutionnaires nous nous réclamons de la Commune et nous marchons dans ses pas. La Commune est toujours vivante à travers l'engagement de tous les révolutionnaires internationalistes et anti-impérialistes. Un camarade du PCOF nous a présenté une approche historique de la Commune, puis nous avons eu une riche discussion de laquelle est ressortie la conviction que ce sont les masses populaires, et non une minorité agissante, qui font la révolution.
L'expérience révolutionnaire de la Commune démontre la nécessité de briser les institutions de l'état bourgeois et non pas de s'en servir tels quels comme préconisent les courants sociaux-réformistes. Nous sommes ensuite revenus sur la nécessité de s'organiser pour renverser le système capitaliste-impérialiste.
L'après-midi, nous étions répartis en 3 ateliers différents : un atelier Fil Rouge, un atelier pour travailler sur notre prochain podcast - visite sur les pas de la Commune de Paris, et un atelier badges et affiches anti-impérialistes.

LE DEUXIÈME JOUR, nous avons mené une discussion à propos de la situation nationale de la jeunesse, et ce, notamment à travers les expériences personnelles vécues par chacun et chacune au cours de l'année écoulée. La situation à la fac a été chaotique durant l'année scolaire passée, de même qu'à l'école, au collège, et au lycée. La galère des travailleurs et travailleuses de la culture, les millions d'euros dans des tests PCR inutiles pour les écoles au lieu dans des filtres à air et autres dispositifs pour les facs, les files d'attente pour les aides alimentaires... cette situation dramatique pour la jeunesse populaire s'est manifestée notamment par une très forte abstention aux dernières élections régionales et départementales.
L'après-midi a eu lieu une session de collage d'affiches de l'UJR à Mulhouse, parmi lesquelles : « Flics hors de nos facs », « Du fric pour nos facs et nos lycées, pas pour la police ou l'armée ! » (retrouvez les photos sur notre facebook : UJR France)

LE TROISIÈME JOUR, la matinée était dédiée pour discuter de la situation internationale et les luttes des forces révolutionnaires. Un camarade de l'ODJ (Organisation Démocratique de la Jeunesse, notre organisation sœur au Burkina Faso) nous a exposé la situation au Burkina Faso.
Ensuite, un militant de l'UJR a présenté la situation dans différents pays d' Amérique Latine (voir page internationale).
L'après-midi, nous avons visité, dans une ville proche de Mulhouse, une mine de potasse. Ce fut extrêmement intéressant, nous avons pu constater dans quelles conditions difficiles travaillaient les mineurs, mais également comment la solidarité ouvrière était importante, de même que leur mobilisation politique et syndicale. Même si elle a changé de forme, cette classe ouvrière industrielle existe toujours et c'est bien elle avec les premier.e.s de corvée qui font tourner la société !

LE DERNIER JOUR, après un bilan du camp, nous avons échangé sur la question de la violence et sur le fait que c'est d'abord le système qui nourrit cette violence dans la société. Nous ne sommes pas pour la violence comme objectif et fin, mais il faut qu'on soit prêt à riposter à la violence de ce système et ceci n'est possible qu'à travers la violence organisée.

Après un karaoké révolutionnaire et l'Internationale, nous avons clôturé cet intense dixième camp d'été de l'UJR, pleins d'énergie pour les luttes à venir !

POUR NOUS CONTACTER

contact@ujr-fr.org

www.ujr-fr.org

UJR France